

Extrait du CDURABLE.info l'essentiel du développement durable

<http://cdurable.info/Finance-Watch-un-nouveau-contre-pouvoir-contre-lobbys-bancaires-Europe-Bruxelles-3529.html>

L'ONG va dénoncer les pratiques des institutions
financières

Finance Watch : un nouveau contre-pouvoir pour combattre les lobbys bancaires

- Finance - Contribution Economique -



Date de mise en ligne : jeudi 23 juin 2011

Copyright © CDURABLE.info l'essentiel du développement durable - Tous
droits réservés

Après un an de préparation, Finance Watch, l'ONG qui se veut le Greenpeace de la finance, voit le jour avec de grandes ambitions. Elle comble un vide puisque hormis Sherpa, qui défend les victimes du crime économique, et Transparency International qui lutte contre la corruption, il y avait peu de contre-poids organisé au lobby de la finance.

Avec quarante organisations, un [site internet](#) lancé la semaine dernière et une assemblée générale constitutive la semaine prochaine, la société civile s'organise enfin, à l'initiative du député européen Pascal Canfin, membre d'Europe Ecologie-Les Verts et rapporteur de textes sur la régulation financière à Strasbourg. Il explique à [Libération](#) les trois missions dont se dote Finance Watch : *"D'abord, un travail d'expertise réalisé par des experts indépendants, spécialistes des questions financières. Ensuite, Finance Watch aura une mission de lobbying auprès de la Commission et du Parlement européen pour contrer le travail d'influence permanent des banques. Quand on constate les moyens considérables dont ils disposent, il y a une vraie urgence démocratique à rééquilibrer les choses. Enfin, il y aura un travail de communication auprès du grand public, pour faire pression sur les élus et susciter des débats sur toutes les questions liées à la finance. On le voit bien aujourd'hui dans le travail d'élaboration de nouvelles régulations européennes, on souffre de ne pas avoir de vrai débat dans l'opinion publique."*

Pascal Canfin précise : *"Le but n'est pas de rechercher le scandale pour le scandale, mais d'éclairer le débat citoyen. Et de se donner la possibilité de faire vivre un débat contradictoire. Sur le nucléaire, on peut entendre les voix d'Areva et de Greenpeace. Les associations de consommateurs ne s'occupaient pour l'instant que des services bancaires aux particuliers. Finance Watch aura une mission de contre-pouvoir sur le coeur de l'activité bancaire, à savoir la finance de marché. Par exemple, lors de la publication des résultats financiers des banques, ce sera son rôle de donner une expertise pour expliquer comment ces bénéfices sont réalisés. Et d'expliquer qu'elles réalisent aujourd'hui plus de 50% de leurs bénéfices, non pas en prêtant aux entreprises, mais en prenant des paris sur les marchés. Pour démonter les argumentaires, Finance Watch s'appuiera sur un réseau officieux d'acteurs de la finance encore en poste qui collaborera de façon confidentielle"*.

Parmi ces acteurs de la finance, Philippe Loumeau, qui, après vingt ans passés dans les bourses d'Europe et d'Amérique du Nord, consacrera bénévolement "au moins une journée par semaine" à Finance Watch. La crise financière de 2008 a déclenché une « prise de conscience », raconte-t-il à **Rue89** : *"Comme citoyen, ça m'a posé la question du contrôle de la sphère financière : comment une activité qui a de telles conséquences sur la vie des gens peut-elle être aussi déréglementée ? Si, comme le dit Jean-Pierre Jouyet, le président de l'Autorité des marchés financiers (AMF), 40% des transactions sur les marchés financiers ne sont pas réglementées, comment peut-on en mesurer le risque ? On a bien vu en 2008 les problèmes que cela pouvait poser."*

Mais alors que les dossiers de régulation financière à Bruxelles s'amoncellent, la partie est loin d'être gagnée si les citoyens ne se mobilisent pas plus sur ces questions. Finance Watch est financée par des organisations, fondations et associations indépendantes ainsi que par des particuliers. Les financements apportés à Finance Watch feront l'objet d'un avis rendu par le Comité de Transparence et d'Indépendance et la liste des apporteurs des capitaux sera publiée sur le site internet de l'ONG. Pour soutenir cette initiative, vous pouvez faire un don [en cliquant ici](#). Grâce à votre soutien, dès septembre, sur tous les textes européens relatifs au domaine financier, les experts de Finance Watch feront pour la première fois leur voix à Bruxelles.

Les membres fondateurs de Finance Watch

Quarante organisations (syndicats, organisations non gouvernementales, associations de consommateurs, instituts de recherche et associations d'épargnants individuels) émanant d'une douzaine de pays ainsi que dix-sept spécialistes de la finance et professeurs d'université participeront à la fin du mois de juin à l'Assemblée Générale fondatrice de Finance Watch en tant que membres fondateurs. Les fondateurs signataires croient que :

- La finance possède une dimension d'intérêt général forte
- L'objet de la finance est de servir l'économie réelle
- Le transfert du risque de crédit à l'ensemble de la société est inacceptable
- Pour servir à la société, le capital doit être alloué à un usage productif de façon durable et transparente

Les membres fondateurs de Finance Watch sont :

- Anticor (lutte contre la corruption)
- ATTAC France (Organisation internationale impliquée dans le mouvement altermondialiste)
- Bureau Européen des Unions de Consommateurs (BEUC) (Protection des consommateurs)
- CCFD-Terre Solidaire (Première ONG française de développement)
- CECODHAS (Fédération européenne du logement social, public, coopératif)
- European Federation of Investors, EuroInvesotrs (consommateurs de produits financiers)
- European Trade Union Confederation, ETUC (Confédération européenne des syndicats)
- Fédération CFDT des Banques et Assurances (Syndicat)
- Fédération des Associations Indépendantes de Défense des Epargnants pour la Retraite, Faider (Assurés ou épargnants pour la retraite (plus d'un million d'adhérents)
- Friends of the Earth Europe, Amis de la terre Europe (ONG environnementale)
- Institut pour le Développement de l'information économique et sociale, IDIES (Production et diffusion d'information économique et sociale de qualité, indépendante et pluraliste)
- Institut Veblen pour les réformes économiques (Elaboration, promotion et diffusion des propositions de réformes dans le domaine de l'économie)
- New economics foundation, Nef (Think-and-do tank)
- Nordic Financial Unions, NFU (Syndicat des employés du secteur financier nordique)
- Observatoire de la Finance (Lieu d'échanges et d'études avec les opérateurs financiers -personnes et institutions- et leurs associations professionnelles)
- Ökosoziales Forum Europa (Think-tank)
- Oxfam (Association de solidarité internationale)
- Réseau Financement Alternatif (lobbying et développement de nouvelles formes de financement)
- Rosa Luxemburg Stiftung - Brussels office (Fondation)
- Secours Catholique-réseau mondial Caritas Paris (Lutte contre la pauvreté et les exclusions)
- Sherpa (Association de juristes et avocats, pour protéger et défendre les populations victimes de crimes économiques)
- Sofi (Organisation sans but lucratif pour la domestication de l'argent et de la finance)
- Solidar (Justice sociale dans l'Europe et dans le monde)
- Stichting Onderzoek Muntinationale Ondernemingen, SOMO (Centre pour la recherche sur les entreprises internationales et la mondialisation)
- Tax Justice Network International (Réseau mondial pour la justice fiscale)
- Transparency International -EU Office (Lutte contre la corruption)
- UNI Europa (Fédération syndicale européenne des services et de la communication)
- Weltwirtschaft Ökologie & Entwicklung, WEED (Word, Economy, Ecology and Development)
- World Development Movement (Lutte contre la pauvreté)

L'appel de Finance Watch

En juin 2010, des élus européens en charge de réglementer les marchés financiers et les banques ont lancé un appel à la société civile pour qu'elle crée une organisation non gouvernementale capable de développer une contre-expertise sur les activités menées sur les marchés financiers par les principaux opérateurs (banques, compagnies d'assurance, hedge funds, etc.). L'appel des députés européens a pris le nom de Finance Watch. Son objectif : mettre fin à l'asymétrie entre la puissance de l'industrie financière et l'absence de lobbying des ONG dans le domaine de la finance constituent un problème démocratique. Les premiers signataires ont depuis été rejoints par près d'une centaine de députés européens, mais également une centaine d'élus nationaux et régionaux de plusieurs pays de l'Union européenne.

Nous, élus européens en charge de réglementer les marchés financiers et les banques, constatons tous les jours la pression exercée par l'industrie financière et bancaire pour influencer les lois qui la régissent. Il n'est pas anormal que ces entreprises fassent entendre leur point de vue et discutent régulièrement avec les législateurs. Mais l'asymétrie entre la puissance de ce lobbying et l'absence de contre-expertise nous semble un danger pour la démocratie. Le lobbying des uns doit en effet être contrebalancé par celui des autres. En matière environnementale et de santé publique, en face des industriels, les organisations non gouvernementales (ONG) ont développé une véritable contre-expertise. Il en est de même en matière sociale entre les organisations patronales et syndicales. Cette confrontation permet aux élus d'entendre des arguments contradictoires. En matière financière, ce n'est pas le cas. Ni les syndicats de salariés, ni les ONG n'ont développé d'expertise capable de rivaliser avec celle des banques. Il n'existe donc pas aujourd'hui de contre-pouvoir suffisant dans la société civile. Cette absence ne nous empêche pas de développer notre propre expertise indépendante de l'industrie et de faire notre travail, mais cette asymétrie constitue à nos yeux un danger pour la démocratie.

Car cette asymétrie s'inscrit dans un contexte de forte proximité des élites politiques et financières. Aux Etats-Unis les liens entre Goldman Sachs et l'administration fédérale sont connus. Mais en Europe cette proximité n'est pas moindre. Elle contribue à renforcer la prise en compte des arguments de l'industrie financière de manière unilatérale et constitue un frein certain à la capacité du personnel politique à prendre des décisions en toute indépendance. Or, l'absence de réponse politique adéquate à la crise du système financier peut nourrir toute forme de populisme, basé davantage sur l'émotion que sur la raison.

En tant qu'élus européens en charge de la réglementation financière et bancaire nous appelons donc la société civile (ONGs, syndicats, universitaires, think-tanks...) à s'organiser pour créer une (ou plusieurs) organisation non gouvernementale capable(s) de développer une contre expertise sur les activités menées sur les marchés financiers par les principaux opérateurs (banques, compagnies d'assurances, hedge funds, etc...) et de faire connaître de manière efficace cette analyse aux médias. En tant qu'élus issus de plusieurs familles politiques nous pouvons diverger sur les mesures à prendre. Mais nous convergions pour alerter l'opinion sur ce risque pour la qualité de la démocratie. En tant que parlementaires européens, nous invitons les élus des parlements nationaux à rejoindre notre appel en se rendant sur le site internet dédié www.finance-watch.org.